



PARTNERSHIP, MANAGEMENT AND SUPPORT PROGRAMME (ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE ET LE PARTENARIAT)

Récépissé de déclaration N° 00109/RDA/JO6/BAPP du 27 mars 1992 à Yaoundé

BP. 7124

DOUALA (Cameroun)

Tél./Whatsapp : (237) 677 77 99 62 email : p_chekem@yahoo.co.uk / pchekem@gmail.com

BP. 5083

YAOUNDE 1^{er} (Cameroun)

DECLARATION DE PARTNERSHIP SUR LE CLIMAT

De Rio 1992 à Sharm El Chekh 2022, quelle a été l'évolution du Partenariat en matière de climat ?

Le diagnostic de Rio était sans appel : A moins d'un changement radical dans notre mode de consommation des ressources, la nature et ses principales composantes connaîtront des perturbations graves aux conséquences prévisibles.

Au sortir de RIO, nous étions d'accord sur le principe de **pollueur – payeur**, la nécessité d'appliquer par tous des principes du développement durable avec **l'éducation à l'environnement** promue à tous les niveaux.

Mais, au fil des années, les privatisations, ajustements structurels et autres négociations ont conduits à la Cop15 à Copenhague du 07 au 18 décembre 2009.

Copenhague devait être un tournant dans les négociations avec l'Afrique et son Chef de file, l'Egypte appelé à rencontrer les Chefs d'Etats Américain et Chinois pour un fair-deal. Mais, hélas, par un tour de passe-passe que l'histoire nous décryptera, les deux Chefs d'Etats des pays pollueurs se sont retrouvés face à un européen, pour négocier en lieu et place de l'Afrique. Ce qu'ils ont jugé inapproprié et Copenhague a connu le grand flop que l'on connaît.

Malgré cet échec cuisant, nous voici à quelques jours des négociations de Sharm El Chekh en Egypte du 06 au 18 Novembre 2022.

A cet important carrefour, nous avons le devoir de nous interroger sur les accords de Paris, les accords de Glasgow et les engagements pris par les uns et les autres et le niveau de mise en œuvre des engagements.

Partnership constate pour s'en féliciter les efforts faits par le Bassin du Congo pour maintenir son lead comme premier poumon du monde, notamment au moyen du reboisement et la gestion durable de ses ressources naturelles.

En effet, répondant au plaidoyer d'une ONG du Bassin du Congo lancé en 2008, tous les chefs d'Etats de la CEEAC ont, en juin 2010, initié une importante campagne de reboisement dans leurs pays respectifs et y ont consacré des

ressources ces dix dernières années. Leur secrétariat, la COMIFAC (www.comifac.org) a élaboré et fait valider le plan de convergence 2 qui sert de boussole à tous les partenaires actifs dans son espace.

Pour que la rencontre d'Egypte ne soit pas une distraction de plus, l'Afrique doit s'interroger sur les acteurs, les actants, les méthodes et surtout la ruse qui consiste à ignorer les engagements pris et non tenus et à permettre à chaque rencontre la création de nouveaux fonds aux contours flous.

Nous avons le devoir de transparence et de logique, et pour cela, reconnaître :

- 1- que l'inflation en Europe et aux Etats Unis, combinée aux efforts coûteux de la guerre en Ukraine ne milite pas en faveur de nouveaux financements pour le climat, et
- 2- qu'en raison du retour au charbon et autre gaz de schistes, ils risquent de bouleverser leurs priorités de financement à court terme.

Pour les raisons sus-évoquées, il est impératif que les négociations soient focalisées sur :

- 1- Le financement en urgence du reboisement dans le Bassin du Congo et la grande muraille verte du Sahel ; et
- 2- la nécessité plus que jamais, que les financements climats soient domiciliés dans les structures et mécanismes Africains et soustraits de toute pesanteur de relais ou sous-traitance.

La reconnaissance du rôle et de la valeur des forêts tropicales et la mobilisation des financements conséquents pour leur préservation, gestion durable et pour le développement socioéconomique des pays disposant des forêts tropicales reste une nécessité climatique indéniable.

Fait à Douala, le 02 Novembre 2022



Pierre CHEKEM

Environnementaliste

Coordonnateur Régional du RECODH

Pour le Littoral